

La prochaine fois, le feu



PAR ANNE-MARIE IMPE & JEAN-PAUL MARTHOZ

Rédactrice en chef Directeur éditorial

La mondialisation a permis l'émergence de nouvelles économies qui ont rétréci le fossé les séparant des anciennes nations industrialisées. En Chine et en Inde, en particulier, la croissance économique a hissé au-dessus de la ligne de pauvreté des centaines de millions de personnes et a renforcé une classe moyenne dont les standards de vie se rapprochent de ceux de l'Europe et des Etats-Unis. De plus en plus de milliardaires chinois et indiens figurent dans le palmarès des plus grosses fortunes, publié chaque année par le magazine *Forbes*.

Mais ce nouvel ordre mondial s'est bâti sur une aggravation des inégalités à l'intérieur de la plupart des pays du monde. Et cette tendance lourde constitue une véritable bombe à retardement. En Chine, le pouvoir observe avec inquiétude la multiplication des jacqueries et des protestations, résultat d'un développement socialement déséquilibré qui rejette dans la marginalité un grand nombre d'ouvriers surexploités, de chômeurs délaissés et de paysans sans terre.

En Inde, le fossé entre les plus riches et les plus pauvres, accentué par la persistance du système des castes, s'est élargi à la suite de l'insertion dans la globalisation. Le miracle économique indien se construit dangereusement sur une cour des miracles. Dans de nombreuses régions, la révolte gronde.

En Amérique latine, la popularité dont bénéficient des leaders comme Hugo Chavez ou Evo Morales s'explique en grande partie par une lassitude des populations suite à deux décennies d'ultralibéralisme qui ont exacerbé l'injustice sociale, déjà historiquement aiguë.

Dans les pays du Nord, également, les inégalités ont augmenté. Les « parachutes dorés » et les salaires plantureux de certains chefs d'entreprises privées ou publiques ont rendu plus inacceptables encore l'exclusion sociale des plus démunis et le sentiment d'insécurité d'une partie significative des classes moyennes. Aux Etats-Unis, les politiques de l'administration Bush, fondées sur la réduction des dépenses sociales et des impôts, ont provoqué une intense concentration des revenus : les 10% les plus riches accaparent 48,5% du gâteau, une proportion jamais vue depuis 1928, à la veille de la Grande Crise. « *La dernière fois, ça s'est mal terminé* », soulignait le *New York Times*.⁽¹⁾

L'inégalité, lorsqu'elle prend des formes outrageantes et condamne à la misère extrême et à l'indignité autant de personnes, est plus qu'une question économique. Elle menace la sécurité du monde. « *La prochaine fois, le feu* », prévenait James Baldwin, peu avant les grandes émeutes noires américaines des années 1960. Dans un monde globalisé aux frontières poreuses, la misère du Sud nous concerne tous. Le choix de la justice sociale est celui de la raison.

Mais l'inégalité pose aussi un défi moral et politique. Lorsque, par sa brutalité, elle déchire une société, elle pousse celle-ci aux extrêmes, dans les crispations ultraconservatrices ou les idéologies totalitaires, là où sonne le glas des libertés. « *La démocratie, écrivait Albert Camus, ne peut être conçue et soutenue que par des hommes qui ne s'accommoderont jamais de la misère des autres, mais qui refusent d'aggraver cette misère au nom d'une théorie ou d'un messianisme aveugles* ». ⁽²⁾

(1) « It Didn't End Well Last Time », *The New York Times*, April 4, 2007.

(2) *Essais*, Gallimard, « La Pléiade », Paris, 1965, p. 1582.